

Le Premier ministre François FILLON assure que les deux drapeaux, kanak et tricolore, continueront à flotter en Nouvelle-Calédonie dans l'attente d'un drapeau commun

Le Premier ministre François FILLON a assuré vendredi que les deux drapeaux kanak et tricolore, contestés par une partie du personnel politique calédonien, continueraient bien à flotter sur le Caillou dans l'attente d'un drapeau commun, à quelques semaines de la venue sur l'île du président de la République Nicolas SARKOZY, à l'occasion de l'ouverture des jeux du Pacifique fin août. Le 9^{ème} comité des signataires de l'accord de Nouméa (1998) s'était ouvert symboliquement avec la coutume kanak, c'est-à-dire un échange de présents pour marquer le respect entre les protagonistes, dans une annexe de l'Hôtel de Matignon où avaient été signés, en 1988, les accords qui avaient ramené la paix sur le Caillou. Le président du Sénat coutumier calédonien, M. Pascal SIHAZE, a offert au chef du gouvernement un chambranle en bois (un totem traditionnellement installé à l'entrée des cases) ceint d'un "manou", sorte de paréo, insistant sur l'importance "d'entretenir et de guérir la mémoire". "A mon "grand chef" (M. SARKOZY, NDLR), je lui transmettrai l'expression de toute votre amitié et vous savez qu'il a hâte de venir vous rencontrer" en août, lui a répondu le Premier ministre, reprenant le vocable traditionnel employé par M. SIHAZE.

Cette rencontre annuelle, qui s'est achevée vers 17 heures, a abordé la question sensible du drapeau calédonien. A l'origine de la crise politique, le choix de deux drapeaux comme emblèmes du Caillou, soutenu par l'alliance au pouvoir (Rassemblement-UMP, une formation minoritaire de droite et deux partis indépendantistes), est vivement contesté par Calédonie ensemble (CE, droite) et le Palika (indépendantiste, membre du FLNKS). "Les deux drapeaux continueront à flotter jusqu'à ce que la recherche en commun de ce signe identitaire, prévue par l'accord de Nouméa, aboutisse", a annoncé M. FILLON. Il a assuré que "toutes les décisions seraient prises" pour que les deux drapeaux apparaissent sur "tous les bâtiments publics" comme les gendarmeries, casernes et services des douanes.

Le comité des signataires a également fait le point sur les transferts de compétences et notamment l'enseignement du second degré, le schéma industriel stratégique du nickel et la préparation de l'après 2014, date à partir de laquelle doit être organisé un référendum sur l'autodétermination de cette île à la paix fragile. Sur ce dernier point, M. FILLON a poussé les acteurs politiques à accélérer la préparation de cette échéance. "Le choix qui sera fait aura des conséquences immédiates et de très long terme", a-t-il dit. "L'éventail des décisions est encore très largement ouvert mais plus l'échéance approchera, plus il sera nécessaire de sélectionner les options les plus réalistes et les plus conformes aux aspirations de la population", a-t-il mis en garde. "En 2014, il faudra que les réflexions aient abouti", a martelé M. FILLON.

L'instabilité chronique des dernier mois en Nouvelle-Calédonie a été reléguée au second plan. Rappelons que pour y mettre un terme, le Parlement a adopté le 30 juin un projet de loi organique, qui fixe désormais un délai de 18 mois à compter de la dernière démission d'office pendant lequel la démission d'un nombre minoritaire de "ministres" n'entraîne plus celle du gouvernement (cf. "BQ" du 1^{er} juillet). Un nouveau gouvernement a été élu le 10 juin.

Drapeau au menu

NOUVELLE-CALÉDONIE A

quelques semaines de la venue du chef de l'Etat, l'épineuse question du choix d'un drapeau – kanak et tricolore – pour l'archipel a été au menu du comité des élus réunis à Paris autour de François Fillon.

■ **Politique.** L'ordre du jour arrêté à la dernière minute

Hommage à Jacques Lafleur au Comité des signataires

La réunion s'est tenue vendredi matin à Paris. A l'ordre du jour : signes identitaires, bilan des différents comités de pilotage et un hommage de François Fillon à Jacques Lafleur, disparu en décembre dernier.

Il aura fallu attendre la dernière minute pour connaître les grandes lignes de l'ordre du jour du neuvième Comité des signataires, qui s'est tenu vendredi matin à Paris (cette nuit en Calédonie).

Finalement, le Premier ministre n'a pas pu rester comme il le souhaitait pendant toute la partie politique du rendez-vous, car il a dû recevoir le vice-Premier ministre du Royaume-Uni.

Mais c'est lui qui a ouvert la séance avec une longue intervention, et un hommage à Jacques Lafleur, disparu en décembre dernier.

Le Premier ministre est le seul à avoir pu faire une déclaration liminaire de por-

tée générale. Les autres participants ne pouvant s'exprimer que ponctuellement, à l'occasion de l'évocation de tel ou tel sujet. Ce cadrage très strict est en partie dû au nombre important de participants.

Mines et transferts de compétence

Parmi les points essentiels on relève, en premier lieu, la question des signes identitaires, avec le problème des drapeaux, mais aussi des points techniques sur la mise en œuvre du graphisme des billets de banque, et, bien sûr, l'état de la réflexion sur le nom du pays. Il y a eu également un point sur les trois comités de pilotages décidés l'an dernier. Anne Duthilleul était présente pour la mine, et une première approche méthodologique devait avoir lieu sur les travaux préparatoires aux discussions sur l'avenir institutionnel.

La deuxième partie du Comité a été plus technique, avec notamment une sé-



Une coutume a été présentée au Premier ministre par le président du Sénat coutumier.

rie de points sur l'avancement des transferts de compétence et les mesures devant les accompagner. L'Etat devait aussi renouveler son engagement, au même niveau financier, sur la prochaine génération de contrats de développement le liant à la Nouvelle-Calédonie. Il devait également apporter sa partici-

pation au fonds de garantie sur terres coutumières. Une suite purement technique du comité doit avoir lieu ce samedi matin au ministère de l'Outre-Mer. Mais en l'absence de la plupart des responsables politiques calédoniens de premier plan.

Ph.F.

Les drapeaux confirmés

Les querelles locales sont restées au vestiaire pendant le neuvième Comité des signataires tenu vendredi à Paris. Mais François Fillon a assuré que les deux drapeaux, kanak et tricolore, continueraient à flotter sur le Caillou dans l'attente d'un drapeau commun.

Textes : Philippe Frédléro, Samuel Ribot et David Martin - Photos : Agence GHM et Archives LNC

Plus une joute verbale, pas un mot de travail, beaucoup de travail souvent très technique. Les nombreux élus calédoniens réunis vendredi à Matignon semblaient avoir laissé leurs querelles au vestiaire. Ils ont travaillé sagement et méthodiquement sous la férule du Premier ministre, du ministre de l'Intérieur, et de la ministre de l'Outre-Mer à l'aboutissement d'un Comité beaucoup moins politique que l'an dernier, et très technique du fait des multiples chantiers en cours.

Rappel. Il faut dire que, d'entrée de jeu, François Fillon a fait quelques mises au point qui ne souffraient guère de contestation. Un mauvais point pour le spectacle de la « succession de gouvernements à peine élus et aussitôt démissionnés [...] ». L'Etat a besoin d'interlocuteurs stables. Un petit rappel sur « l'importance, au sein du gouvernement, de faire vivre la collégialité et le consensus », mais sans un mot sur la demande « d'attribution de secteurs raisonnables » formulée par le parti de Philippe Gomès. Il faut dire que la question avait tout simplement été écartée de l'ordre du jour. Et enfin un cadrage sur la question des drapeaux. L'Etat soutient le « geste politique fort » initié par Pierre Frogier, « qui scelle et renouvelle la poignée de mains entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou ». Mais ce geste ne dispense pas, à terme, de rechercher un drapeau commun tel que prévu par l'accord de Nouméa même si le Premier ministre envisage qu'il faille du temps pour parvenir à une telle solution. D'ici là, « les deux drapeaux doivent coexister ».

Le programme établi par Matignon prévoyait que seul le Premier ministre ferait un discours d'ouverture, personne parmi les responsables calédoniens n'a levé le petit doigt pour intervenir ou émettre une quelconque objection.

L'affaire étant réglée, les très nombreuses délégations se sont mises à



Vendredi, le Premier ministre a critiqué l'instabilité politique du pays dans son discours d'ouverture.

plancher sur les dossiers à l'ordre du jour sous la houlette de Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-Mer.

« Tant qu'une solution n'aura pas été trouvée, les deux drapeaux doivent coexister. »

Un ordre du jour finalisé le matin même de l'ouverture du comité : signes identitaires ; bilan de l'accord de Nouméa (et notamment l'accès des Kanak aux formations sup-

érieures d'encadrement) ; perspectives institutionnelles de la Nouvelle-Calédonie avec la nomination de trois experts ; stratégie industrielle ; transferts de compétences ; contrats de développement et positionnement international de la Calédonie.

Implication. Un des faits marquants de ce neuvième comité a été la très forte implication des délégations indépendantistes. Malgré son re-

latif isolement, Paul Néaoutyine a été celui qui est intervenu le plus fréquemment, montrant au passage sa grande connaissance des dossiers. Rock Wamytan et Charles Pkijot n'ont pas été en reste. Parmi leurs préoccupations fortes, la formation de cadres calédoniens. Pierre Frogier y voit l'effet positif du rapprochement permis par le geste des drapeaux.

Sans surprise, Philippe Gomès y voit, lui, une « conséquence négative des drapeaux ». Si les indépendantistes sont venus aussi nombreux, avec autant de sujets à débattre, c'est

qu'ils sentent désormais qu'ils ont la main.

Les ténors de l'UC et du Palika se bornent à dire que le temps presse pour rattraper les retards et être en situation de proposer une solution d'avenir à la population. Une solution qu'ils sont prêts à discuter, mais sans jamais perdre de vue leur préférence pour la pleine souveraineté.



Les principales conclusions du comité

■ Les signes identitaires

Le comité invite les partenaires calédoniens à effectuer « un travail de recherche en commun du drapeau exprimant l'identité kanak et le futur partagé entre tous, selon les modalités qu'il leur appartient de définir ». En attendant, « les deux drapeaux constituent une avancée significative et symbolique de la réconciliation ». Le comité a convenu que tant qu'une solution n'aura pas été trouvée, les deux drapeaux continueront de flotter ensemble.

■ Avancement des comités locaux de pilotage (Copil)

Bilan de l'accord de Nouméa

Le bilan portera sur l'identité kanak, les institutions, les compétences et le développement économique et social. Ce Copil regardera de près le rééquilibrage, le processus de décolonisation et l'accès aux fonctions de responsabilité. Il a été décidé que les policiers calédoniens seront prioritaires pour une affectation en Nouvelle-Calédonie après cinq ans d'exercice en Métropole.

Avenir institutionnel

Un conseiller d'Etat, un professeur d'université et un haut fonctionnaire d'Etat composent une mission de réflexion visant à alimenter ce Copil. Elle fournira à ce dernier des pistes de réflexion et des bases d'o discussion.

Comité stratégique industriel

Le comité a bien avancé. Il lui reste deux points à traiter : les impacts des activités (sur l'environnement, l'emploi, la formation...) et les objectifs et la politique de développement de l'exploitation du nickel.

L'Etat restera vigilant à l'actionnariat d'Eramet. Il est « prêt à examiner favorablement le projet de nouvelle centrale électrique de la SLN dans le cadre de la délocalisation, afin d'aider au choix du gaz ».

■ Transferts de compétences :

Enseignement

Une convention prévoyant la mise à disposition globale et gratuite des personnels rémunérés sur le budget de l'Etat et une convention sur la mise en place d'un service unique de gestion seront signées.

Police et sécurité de la circulation aérienne intérieure

Les actes les plus importants sont déjà intervenus.

L'exigence de sécurité doit être la même qu'en Métropole.

Droit civil, commercial et état civil

Pour les deux premières matières, deux magistrats seront mis à disposition de la Nouvelle-Calédonie, ils soutiendront la formation de stagiaires et la rédaction de textes.

Sécurité civile

Les travaux peuvent se poursuivre pour la création d'un établissement et pour l'élaboration de la loi du pays.

■ Contrats de développement :

Ceux de la période 2011-2015 seront d'un montant équivalent à ceux de la période précédente. Le comité a toutefois demandé que des « dispositions pragmatiques soient adoptées afin que l'Etat soit en mesure de tenir ses engagements ».

■ Environnement régional :

Le comité souhaite que la Calédonie soit membre à part entière du Forum des Iles du Pacifique. Des délégués du territoire seront installés dans les ambassades de la région.



Harold Martin
« L'Etat est mobilisé »

Ce comité nous montre à quel point l'Etat est mobilisé sur la question calédonienne. Un nombre impressionnant de hauts fonctionnaires est là, et c'est un très bon Comité du point de vue technique. Beaucoup de dossiers, notamment sur les transferts de compétence, avancent de manière concrète. On est dans une vraie synergie. Il faut aussi noter la générosité de l'Etat qui maintient son niveau d'engagement sur les contrats de développement. Je suis heureux de voir que les élus calédoniens se sont abstenus de polémiquer.



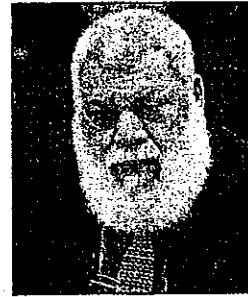
Gilbert Tyulionon
« La Calédonie se prépare »

Je retiens que la feuille de route fixée l'année dernière est validée et va s'accélérer. Je pense au bilan de l'accord et aux travaux préparatoires aux discussions sur l'avenir. Il est important que, le moment venu, les Calédoniens aient le maximum d'éléments pour se prononcer. Le Premier ministre a donné son accord pour qu'on approfondisse la question de la citoyenneté. Nous avons beaucoup travaillé sur les différents transferts de compétence car il est important que la Calédonie se prépare en termes financiers et humains pour accueillir ces futures prérogatives.



Pierre Frogier
« L'important, c'est la visite du président »

Le plus important pour moi reste la visite du président dans quelques semaines. C'est ce qui va marquer l'année 2011. J'espère qu'il sera réélu en 2012. Cela ouvrira pour nous une séquence allant jusqu'en 2017, où nous pourrions construire le projet institutionnel durable dont la Calédonie a besoin. Ce Comité a permis de faire avancer de nombreux points et de lever des malentendus, notamment en ce qui concerne les transferts de compétences. Il s'est passé dans d'excellentes conditions, et c'est dû au geste politique qu'a constitué le lever du drapeau kanak.



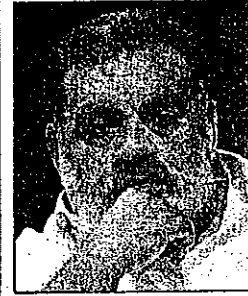
Paul Néaoutyine
« Nous devons travailler sur les signes identitaires »

Le bilan est positif. Le Premier ministre a rappelé aujourd'hui ce qu'il a dit lors des consultations du mois de mai. Il fallait modifier la loi organique parce que, nous, signataires, en avons fait un usage excessif. Nous avons demandé que le Comité soit recentré sur son rôle, de voir ce qui a été fait ou pas. Je suis content des propos du Premier ministre. Il a recadré les choses. Nous devons travailler sur les signes identitaires. Il reste encore beaucoup à faire. Par exemple, en un an, nous n'avons pas avancé sur l'avenir institutionnel.



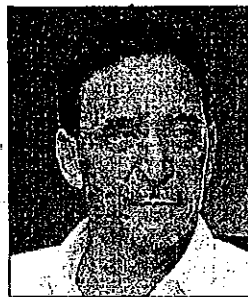
Simon Loueckhote
« Un comité pas extraordinaire »

Ce Comité n'a pas été extraordinaire de par son contenu et ses débats. Les sujets de fond n'ont pas été traités. On a bien pris soin de les éviter et de les reporter sur des petites structures, tels les comités de pilotage. On a connu des moments plus tendus avec des décisions plus importantes. Il a été rappelé qu'en attendant le drapeau commun, les deux autres drapeaux flotteront. C'est-à-dire que le drapeau indépendantiste ne sera pas celui de la Nouvelle-Calédonie, comme on a pu le comprendre.



Louis Kotra Uregel
« Plein d'enseignement »

C'était la première fois qu'une délégation du Parti travailliste participait à un Comité des signataires. Ce fut plein d'enseignement dans la méthode de travail, dans l'approche des sujets. Je souhaite qu'à notre retour les partenaires du conseil politique fassent le bilan de ce Comité. Sur les drapeaux, il n'y a pas de réouverture du dossier. Cela nous convient que ça reste en l'état. Les deux drapeaux vont flotter aux Jeux, lorsque le président de la République sera là. Ce n'est pas le mieux de ouvrir un dossier sur lequel il y a déjà eu un consensus.



Philippe Gomès
« Le drapeau FLNKS ne peut pas être le drapeau »

C'est un bilan positif pour plusieurs raisons. D'abord, le Premier ministre a rappelé que les travaux sur le drapeau tels que prévus par l'accord de Nouméa devaient être entrepris et qu'il appartenait aux signataires calédoniens de se conformer aux obligations de l'accord. C'est important pour nous parce que nous avons toujours dit que le drapeau du FLNKS ne pouvait pas être le drapeau prévu par l'accord. Ensuite, le Premier ministre a rappelé qu'il était indispensable que les principes de collégialité et de consensus vivent au sein du gouvernement.



Roch Wamytan
« L'indépendance peut très bien arriver en 2014 »

L'an dernier, le Comité avait été très politique et celui-ci a été dans la continuité. Nous pouvons dire qu'entre 2011 et 2012, les transferts de compétences seront bouclés. Le Premier ministre nous a assuré qu'il fallait ouvrir le chantier de la citoyenneté calédonienne. Pour les discussions sur l'avenir, nous restons indépendantistes. Ce que nous avons accepté, c'est d'envisager avec les autres forces politiques les alternatives concernant la sortie de l'accord. Mais, si le Congrès organise le référendum et que la population le veut, l'indépendance peut très bien arriver en 2014.

■ **Politique.** Calédonie ensemble « se félicite » du Comité

Première participation et premières satisfactions

Calédonie ensemble se reconnaît complètement dans les propos du Premier ministre lors du Comité des signataires. Le parti de Philippe Gomès participait pour la première fois à ce rendez-vous.

Au petit jeu des congratulations post-Comité des signataires, c'est Calédonie Ensemble qui a tiré le premier, à Nouméa, par la voix de Philippe Dunoyer. Une réaction « globale, au titre du parti », a-t-il précisé hier lors d'une conférence de presse.

Tournant. Premier point de satisfaction pour le mouvement de Philippe Gomès : l'invitation des groupes politiques normalement constitués au Congrès, « une première en douze ans de Comité des signataires, qui marque un tournant et légitime la demande formulée par Calédonie ensemble ». Les adversaires de Philippe Gomès lui rappellent suffisamment qu'il ne fait pas partie des signataires historiques. « Mais cette ouverture marque bien la préoccupation de l'Etat de tenir compte du résultat des élections locales », précise ainsi Philippe Dunoyer.

Deuxième bon point : les propos de François Fillon sur la n -

cessit  de faire vivre la collégialité et le consensus au sein du gouvernement local. « Si le Premier ministre a rappelé ce principe, ce n'est pas un hasard, c'est que les points d'équilibre n'ont pas encore été atteints », interprète Philippe Dunoyer,

« Les deux drapeaux ne sont qu'une étape du processus. »

dont le parti continue de plaider pour une « meilleure cohérence dans l'attribution des secteurs. Cela va dans le sens de la préservation des intérêts du gouvernement », tient-il à préciser.

Drapeau. Le troisième motif de satisfaction concerne le drapeau, thème particulièrement cher à Calédonie ensemble. « Même si aucune échéance n'a été fixée, le Premier ministre a rappelé que les

deux drapeaux ne sont qu'une étape du processus », a appuyé Philippe Dunoyer. Du coup, Calédonie ensemble interprète ces propos comme un soutien de l'Etat à l'idée d'un drapeau commun. Enfin, Calédonie ensemble se satisfait

de la mise en place du comité de pilotage sur le travail préparatoire sur une solution institutionnelle de la période après-accord.

« Nous soutenons cette démarche, dans une optique de préparation, et non de négociation. » Calédonie ensemble a en effet toujours plaidd  pour des discussions, mais uniquement après 2014.

Au final, se félicite encore Philippe Dunoyer, « on se retrouve dans ce qu'a dit François Fillon car il se situe dans la mise en œuvre pleine et entière de l'accord de Nouméa. C'est ce que nous avons toujours soutenu », se félicite-t-il.

P. Ch.